



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires et de la mer

Service eau et nature

Guichet unique de l'eau

**RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION N° 098-23 du 29/12/2023
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX**

**CONCERNANT le remplacement du forage agricole F8 et forages de reconnaissance F16 et F31
COMMUNES DE CESTAS et du BARP**

AIOT n°0100035654

VU le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0. de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Adour-Garonne pour 2022-2027 approuvé le 10 mars 2022 ;

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Nappes Profondes de Gironde révisé en date du 18 juin 2013 ;

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Estuaire de la Gironde approuvé en date du 30 août 2013

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Leyre, cours d'eau côtiers et milieux associés approuvé en date du 13 février 2013

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Vallée de la Garonne approuvé en date du 21 juillet 2020

VU l'arrêté préfectoral n°6 du 27 juillet 2009 portant autorisation au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement concernant les prélèvements à usage d'irrigation dans les nappes du Plio-quatenaire de l'Oligocène, du Miocène et de l'Éocène

VU l'arrêté préfectoral n°E2005/14 du 28 février 2005 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux

VU le **dossier de déclaration** déposé au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement considéré complet en date du **08 décembre 2023**, présenté par **la SC Pot au Pin représenté par M. DUMARTIN** enregistré sous l'**AIOT n°0100035654** et relatif au **remplacement des forages F8 d'irrigation et aux forages de reconnaissances F16 et F31** ;

CONSIDERANT que la commune de Cestas est en Zone Vulnérable à la pollution par les nitrates agricoles du bassin Adour-Garonne (articles R.211-75 à 77 du code de l'environnement, arrêtés du 15 juillet 2021 du Préfet Coordinateur de bassin Adour-Garonne et du 30 août 2021 de la Préfète Coordinatrice de bassin Loire-Bretagne)

CONSIDERANT que le projet est compatible avec la réglementation en vigueur sus-citée ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

SC Pot au Pin

SIRET : 317 216 067 000 15

Domicilié(e) : 259 avenue st Jacques de Comupostelle – 33610 CESTAS

concernant le remplacement du forage F8 et la création des forages F16 et F31 de reconnaissance en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent des eaux souterraines aux fins d'irrigation de ses cultures à partir des installations dont la localisation, les caractéristiques sont visées dans le tableau ci-

après. L'ouvrage constitutif à cet aménagement rentre dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement. La rubrique du tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante

Rubrique	Intitulé	Vol opération	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondants		
1.1.1.0.	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).		Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié		
Commune	N° Forage	Parcelle	Nappe Aquifère Unité de Gestion	Prof (m)	Débit m³/h	Volume m³/an
CESTAS	Rplct F8	N°2615 section D	PLIOQUATERNAIRE	18	Arrêté Préfectoral n°6 du 27 juillet 2009	
LE BARP	Création F16	N°23 section A				
	Création F31	N°22 section A				

AVIS IMPORTANT :

- Le déclarant est informé qu'il devra respecter son dossier de déclaration ainsi que les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 11/09/2003, disponible sur la plateforme

<https://aida.ineris.fr/reglementation/arrete-110903-portant-application-decret-ndeg-96-102-2-fevrier-1996-fixant-3>

- Il appartient au déclarant de respecter le volume global autorisé par Arrêté Préfectoral n°6 du 27 juillet 2009, pour l'ensemble de ses forages, y compris ceux faisant l'objet du présent récépissé. Au-delà de ce volume global autorisé, une nouvelle demande de déclaration ou d'autorisation au titre de la rubrique 1120 de la nomenclature "eau" du code de l'environnement (R. 214-1) doit être effectuée.

De même, tout changement d'usage de l'ouvrage doit être porté, avant réalisation, à la connaissance du Préfet, qui pourra exiger une nouvelle déclaration.

RAPPEL :

★ La tête du forage est équipée d'un système de protection évitant les gestes de malveillance et l'intrusion des eaux de surface ou substances polluantes issues notamment des fluides de fonctionnement du moteur thermique fournissant l'énergie nécessaire au pompage (capot cadénassé, margelle en ciment, bac de rétention...).

★ L'ouvrage est **obligatoirement** équipé d'un moyen des mesures de prélèvement (compteur).

★ Au 1^{er} trimestre de l'année N+1, le pétitionnaire transmet le volume annuel prélevé de l'année N en m3/an au service police de l'eau de la DDTM33 par courriel (ddtm-sner@gironde.gouv.fr)

★ L'ouvrage est identifié par une plaque mentionnant le numéro de l'indice BSS.

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus.

Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Conformément à l'article R.122-2-1 du code de l'environnement et au vu des éléments du dossier, le projet n'étant pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine au regard des critères énumérés à l'annexe de l'article R.122-3-1, la procédure d'examen au cas par cas n'est pas activée.

Copies de la déclaration, de ce récépissé et, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées sont adressées à la mairies des communes de CESTAS et du BARP où cette opération doit être réalisée. Le récépissé ainsi que, le cas échéant, les prescriptions spécifiques imposées sont affichées et mis à disposition à la mairie pendant une durée minimale d'un mois. Ces documents et décisions sont également communiqués à la Commission Locale de l'Eau du SAGE Nappes profondes, du SAGE Estuaire de la Gironde et du SAGE

Vallée de la Garonne et SAGE Leyre, cours d'eau côtiers et milieux associés pour information

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site Internet de la Préfecture de la Gironde durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage des mairies des communes de CESTAS et du BARP et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la réalisation de l'ouvrage et la mise en service de l'installation, doivent intervenir dans un délai de trois ans à compter de la date de du présent récépissé, à défaut de quoi la présente déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'Environnement.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration. La déclaration prévue à l'alinéa précédent est soumise aux mêmes formalités que la déclaration initiale.

En application de l'article R.214-40-2 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité...

En application de l'article R.214-45 modifié du Code de l'Environnement, « *La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la déclaration d'un ouvrage ou d'une installation fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif. En cas de cessation définitive ou d'arrêt de plus de deux ans, il est fait application des dispositions de l'article R. 214-48... ».*

Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**Pour le Préfet de la Gironde, et par délégation,
Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer, et par délégation,
Le chef de l'Unité gestion quantitative de l'eau**



Ludovic MARTIN

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>).